



BUDGET PRIMITIF 2017

Note de Présentation

Introduction

Le Budget Primitif 2017 s'élève à **29 803 516 €** (mouvements d'ordre et réels) :

- 22.970 781 € en fonctionnement
- 6 832 735 € en investissement.

Pour la quatrième année consécutive, celui-ci a été préparé dans un contexte économique et budgétaire difficile en raison de la baisse des dotations de l'Etat.

Un plan de 50 milliards d'économies a été engagé, mettant à contribution l'ensemble des acteurs publics, impactant ainsi les budgets locaux jusqu'en 2017.

Conformément aux engagements gouvernementaux, la Contribution au Redressement des Finances Publiques 2017 du bloc communal est réduite de moitié par rapport au montant 2016. Elle s'élève à 0.955% des recettes réelles de fonctionnement au lieu de 1.875%.

Cependant pour financer les besoins internes de la DGF, dont la péréquation, le nouvel écrêtement (fixé à 1% des recettes réelles de fonctionnement au lieu de 3% de la DGF en N-1) approche, pour de nombreuses communes, le montant 2017 du prélèvement au titre du Fonds de Redressement des Finances Publiques.

Sont concernées par l'écrêtement de leur DGF forfaitaire, les communes dont le potentiel fiscal par habitant est supérieur à 75% du potentiel fiscal moyen (en 2016 : 448.1 € /hab soit 75% X 597.50) ce qui est le cas pour la ville de Montataire dont ce potentiel atteint 897.40 € par habitant.

Depuis de nombreuses années, la ville de Montataire s'est attachée à maîtriser l'évolution des dépenses de fonctionnement alors que l'offre de services à la population n'a cessé d'évoluer. C'est particulièrement le cas cette année avec une prévision d'évolution contenue à 0.5% hors charge de la dette, par rapport au BP 2016. Ainsi, sous l'effet des mesures d'économies engagées et la hausse modérée de la fiscalité en 2016, l'effet ciseau a été évité et la ville devrait pouvoir équilibrer son budget comme prévu, sans recours au levier fiscal d'ici la fin du mandat et en maîtrisant sa capacité d'autofinancement à un niveau correct.

En effet, les élus souhaitent préserver les services à la population qui se sont développés au cours de ces dernières années et faire face à leurs engagements en matière d'investissements, dans le cadre de son programme pluriannuel.

Pour ce faire, et pour répondre aux besoins exprimés par les habitants dans le domaine des services envers l'enfance et la petite enfance, l'école, le sport, la culture, le secteur social et l'entretien du patrimoine communal, les élus ont décidé de présenter dans ce budget les crédits nécessaires à la poursuite de ces projets, notamment :

- Travaux espaces Naturels Sensibles bois (serrureries)
- Centre Ville Ouest Groupe Marfan
- Travaux de reprise de concession dans les cimetières
- Mise en œuvre du Plan lumière
- Locaux administratifs et techniques (autocommutateur étude)
- Aménagement aires de jeux
- Stade Marcel Coëne et autres salles de sport
- Réfection des rues et mise en souterrain des réseaux
- PRU - Aménagement angle rues P.V Couturier/Colonnel Fabien
- Travaux d'accessibilité
- Aménagement de la place de l'Hôtel de Ville
- Ecole de musique
- Reprise de murs de soutènement
- Programme rénovation urbaine ANRU 2
- Bâtiment communaux – Gros travaux rénovation (Le Diplomate)
- Presbytère et abords Réhabilitation
- Résidence des personnes âgées - ravalement
- Toitures diverses
- Menuiseries diverses
- OAP Gare Leclerc
- Aménagement sente des chères vignes
- Construction d'un bâtiment de stockage pour les relations publiques
- OAP Wallon

I – SECTION de FONCTIONNEMENT

1.1 – LES DEPENSES REELLES de FONCTIONNEMENT (hors intérêts de la dette)

Les dépenses réelles de cette section sont évaluées à 21 389 146 €, soit en évolution de 0,53% par rapport aux prévisions 2016.

Elle reste en-deçà de ce qui est préconisé par l'article 30 de la loi de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019, qui prévoit qu'à compter de 2017, le Gouvernement présente une déclinaison de l'ODEDEL (Objectif d'évolution de la dépense publique locale), pour chaque catégorie de collectivité, soit 1,3 % pour les communes ; objectif qui reste purement indicatif, comme l'impose le respect du principe de libre administration des collectivités territoriales, garanti par l'article 72 de la Constitution.

Depuis de nombreuses années, nous nous sommes attachés à maîtriser la progression de ces dépenses. Pour mémoire, l'évolution moyenne des charges de gestion a été de :

- **période 2001-2007 : 1,5 %**
- **période 2008-2013 : 1,9 %**
- **période 2014-2015 : 1,0 %**

Nous nous sommes ainsi rapprochés de l'objectif fixé qui consiste à obtenir une marge suffisante d'autofinancement, afin de couvrir une partie des travaux d'investissement (travaux de maintenance du patrimoine) et d'avoir un recours à l'emprunt limité.

a) Les charges à caractère général

Elles s'élèvent à **5 737 695 €** et représentent 26 % des dépenses réelles de fonctionnement.

b) Les frais de personnel

Ce budget : 13 357 880 €, représente 62 % des dépenses réelles de fonctionnement. En 2017, il est proposé le même budget prévisionnel qu'en 2016. La maîtrise de ce budget se poursuit grâce à la politique « ressources humaines » : travail sur les remplacements et les missions qui a permis à la ville de maintenir en 2016 les dépenses sous le niveau de 2015 (-1.28%). Cependant, il est à noter que certains postes n'ont pas été remplacés en 2016 et qu'ils le seront probablement dans un proche avenir, ce qui aura un effet rebond dans les deux ans à venir sauf à ce que les réorganisations en cours, notamment au sein des services techniques, aboutissent à d'autres choix de gestion.

Par ailleurs, les mesures mises en œuvre en 2016 et jusqu'en 2020 conduisant à la réforme des carrières de la fonction publique : revalorisation des rémunérations (+0,6%) avec l'harmonisation des carrières entre fonctions publiques et la réintégration d'une partie du régime indemnitaire dans le traitement de base, impactent d'ores et déjà, le coût de la masse salariale ; par exemple, la transformation des primes en points d'indice entraîne une hausse des cotisations employeur.

La hausse prévue en 2017 de près de 4% de ces dépenses, par rapport au budget réalisé en 2016, intègre la mise en œuvre de ces mesures, la hausse des cotisations retraite ainsi que l'effet report des recrutements non réalisés.

Evolution des dépenses de personnel

2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
10 549	10 692	11 081	11 198	11 408	11 480	11 729
2,28%	1,36%	3,64%	1,06%	1,88%	0,63%	2,17%
> moyenne/an						
2012	2013	2014	2015	2016	2017	> moyenne/an
12 068	12 373	13 081	13 020	Réalisé 12 853	Prévu 13 358	2005/2016
2,89%	2,53%	5,72%	-0,47%	-1,28%	3,93%	1,87%

c) Autres charges de gestion courante (chapitre 65)

Ce chapitre d'un montant de 2 137 565 € représente environ 10% des dépenses réelles de fonctionnement et reste relativement stable ; il traite à la fois :

- des subventions de fonctionnement attribuées aux associations par le conseil municipal
- de la subvention versée au C.C.A.S soit 117 500 €
- des participations versées aux syndicats intercommunaux : piscine ; base de loisirs, le ru du Thérinet et le Syndicat intercommunal pour l'Aménagement et l'Entretien de la Vallée du Thérain
- de la prise en charge de 15 BAFA au profit des jeunes (+10 000 € en 2017)
- des frais de mission et de formation des élus

d) Les charges exceptionnelles et dépenses imprévues (67 et 022)

Ces crédits : 156 006 € concernent essentiellement les subventions exceptionnelles ainsi que les bourses et prix dont les crédits sont à la baisse par rapport à 2016.

Charges de gestion

	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015	BP 2016	BP 2017	Evol BP 2017 / BP 2016	
							€	%
011 Charges à caractère général	5 395 519	5 421 300	5 471 212	5 197 487	5 593 911	5 737 695	+ 143 784	+ 2,57%
<i>Evolution</i>	3,6%	0,5%	0,9%	-4,1%	7,6%	2,6%		
012 Frais de personnel	12 068 258	12 373 016	13 081 854	13 019 986	13 357 880	13 357 880	+ 0	+ 0,00%
<i>Evolution</i>	2,9%	2,5%	5,7%	5,2%	2,6%	0,0%		
014 Atténuation de produits	0	0	0	0	0	0	+ 0	NC
<i>Evolution</i>	nc	nc	nc	nc	nc	nc		
65 Autres charges de gestion	2 210 612	2 182 046	2 138 406	2 148 228	2 163 588	2 137 565	- 26 023	-1,20%
<i>Evolution</i>	-2,2%	-1,3%	-2,0%	-1,5%	0,7%	-1,2%		
022 Dépenses imprévues	0	0	0	0	48 766	47 301	- 1 465	NC
<i>Evolution</i>	nc	nc	nc	nc	nc	nc		
Sous total : charges de gestion courante	19 674 389	19 976 362	20 691 473	20 365 701	21 164 145	21 280 441	+ 116 296	+ 0,55%
<i>Evolution</i>	2,5%	1,5%	3,6%	1,9%	3,9%	0,5%		
67 Charges exceptionnelles	182 815	106 749	92 478	116 334	112 755	108 705	- 4 050	-3,59%
<i>Evolution</i>	-88,9%	-41,6%	-13,4%	9,0%	-3,1%	-3,6%		
68 Provision perte produit TP	0	0	0	0	0	0	+ 0	NC
<i>Evolution</i>	-100,0%	nc	nc	nc	nc	nc		
Sous total : charges exceptionnelles	182 815	106 749	92 478	116 334	112 755	108 705	- 4 050	-3,59%
<i>Evolution</i>	-96,9%	-41,6%	-13,4%	9,0%	-3,1%	-3,6%		
Total charges gestion et exceptionnelles	19 857 204	20 083 111	20 783 951	20 482 035	21 276 900	21 389 146	+ 112 246	+ 0,53%
<i>Evolution</i>	-21,0%	1,1%	3,5%	2,0%	3,9%	0,5%		
66 Charges financières	52 567	51 957	45 438	58 359	65 000	86 200	+ 21 200	+ 32,62%
<i>Evolution</i>	8,2%	-1,2%	-12,5%	12,3%	11,4%	32,6%		
Sous total : charges financières	52 567	51 957	45 438	58 359	65 000	86 200	+ 21 200	+ 32,62%
<i>Evolution</i>	8,2%	-1,2%	-12,5%	12,3%	11,4%	32,6%		
Total général	19 909 770	20 135 068	20 829 389	20 540 394	21 341 900	21 475 346	+ 133 446	+ 0,63%
<i>Evolution</i>		1,1%	3,4%	2,0%	3,9%	0,6%		

e) L'annuité de la dette

Le montant de l'annuité pour l'année 2017 est en hausse en raison du nouvel amortissement de l'emprunt contracté pour la maison de santé.

Le montant de l'annuité passe de 288 053 € en 2016 à 401 878 € en 2017. Quant au montant de l'encours (montant total des emprunts restant à rembourser), il s'élève à 5 301 019 € au 01 janvier 2017 contre 5 538 199 € au 01 janvier 2016.

Le ratio dette par habitant 2017 pour la ville s'élève à 398 € contre 957 € pour les villes de la même strate.

ANNEE	En cours au 1er janvier	Capital	Intérêts Hors icne	Annuité	En cours au 31/12/N
2017	5 301 019,56	334 088,80	67 789,45	401 878,25	4 966 930,76
2018	4 966 930,76	336 059,41	69 559,58	405 618,99	4 630 871,35
2019	4 630 871,35	337 347,88	69 274,74	406 622,62	4 293 523,47
2020	4 293 523,47	339 447,85	63 918,27	403 366,12	3 954 075,62
2021	3 954 075,62	410 289,89	58 493,97	468 783,86	3 543 785,73
2022	3 543 785,73	413 454,80	52 072,56	465 527,36	3 130 330,93
2023	3 130 330,93	416 704,52	45 566,34	462 270,86	2 713 626,41
2024	2 713 626,41	420 041,59	38 972,82	459 014,41	2 293 584,82
2025	2 293 584,82	370 135,11	32 289,42	402 424,53	1 923 449,71
2026	1 923 449,71	373 654,54	26 233,49	399 888,03	1 549 795,17
2027	1 549 795,17	293 428,01	20 082,23	313 510,24	1 256 367,16
2028	1 256 367,16	294 432,78	16 540,96	310 973,74	961 934,38
2029	961 934,38	195 451,13	12 986,11	208 437,24	766 483,25
2030	766 483,25	196 483,25	10 347,52	206 830,77	570 000,00
2031	570 000,00	95 000,00	7 695,00	102 695,00	475 000,00
2032	475 000,00	95 000,00	6 412,50	101 412,50	380 000,00
2033	380 000,00	95 000,00	5 130,00	100 130,00	285 000,00
2034	285 000,00	95 000,00	3 847,50	98 847,50	190 000,00
2035	190 000,00	95 000,00	2 565,00	97 565,00	95 000,00
2036	95 000,00	95 000,00	1 282,50	96 282,50	0,00
2037	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL		5 301 019,56	611 059,96	5 912 079,52	

1.2 LES RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT

Les recettes réelles de cette section sont estimées à 22 595 781 € en progression de 0,85% par rapport au budget 2016. Cependant, compte tenu des réajustements en cours d'année, elles seraient globalement selon nos prévisions en baisse de 0,28% par rapport au réalisé 2016.

	2012	2013	Variation	2014	Variation	2015	Variation	2016	Variation	BP 2017	Variation	
	CA						BP					
Recettes de fonctionnement	22 168 442	22 532 904	1,64%	23 007 728	2,11%	22 513 269	-2,15%	22 405 540	-0,48%	22 595 781	0,85%	
Attribution de compensation	11 370 380	11 487 647	1,03%	11 487 647	0,00%	11 487 647	0,00%	11 487 647	0,00%	11 487 647	0,00%	
Recette de fonctionnement hors AC	10 798 062	11 045 257	2,29%	11 520 081	4,30%	11 025 622	-4,29%	10 917 893	-0,98%	11 108 134	1,74%	
013 Atténuation de charges	274 494	231 491	-15,67%	247 060	6,73%	220 605	-10,71%	214 500	-2,77%	205 500	-4,20%	
70 Produits des services	644 975	708 001	9,77%	725 949	2,54%	655 848	-9,66%	636 850	-2,90%	689 550	8,28%	
73 Impôts et taxes	5 066 959	5 110 610	0,86%	5 519 155	7,99%	5 382 742	-2,47%	5 622 222	4,45%	5 635 555	0,24%	
<i>Produits TH-TF</i>	<i>4 732 522</i>	<i>4 779 210</i>	<i>0,99%</i>	<i>4 868 768</i>	<i>1,87%</i>	<i>4 984 202</i>	<i>2,37%</i>	<i>5 184 012</i>	<i>4,01%</i>	<i>5 210 802</i>	<i>0,52%</i>	
<i>FNGIR</i>	<i>1 260</i>	<i>1 260</i>	<i>0,00%</i>	<i>1 260</i>	<i>0,00%</i>	<i>1 260</i>	<i>0,00%</i>	<i>1 260</i>	<i>0,00%</i>	<i>1 260</i>	<i>0,00%</i>	
<i>FPIC</i>	<i>30 043</i>	<i>72 775</i>	<i>142,24%</i>	<i>119 215</i>	<i>63,81%</i>	<i>162 757</i>	<i>36,52%</i>	<i>208 300</i>	<i>27,98%</i>	<i>205 345</i>	<i>-1,42%</i>	
<i>Rôles supplémentaires</i>	<i>36 532</i>	<i>24 266</i>	<i>-33,58%</i>	<i>314 675</i>	<i>1196,77%</i>	<i>18 084</i>	<i>-94,25%</i>	<i>0</i>	<i>-100,00%</i>	<i>0</i>	<i>NC</i>	
<i>Droits de mutation</i>	<i>172 150</i>	<i>143 541</i>	<i>-16,62%</i>	<i>126 449</i>	<i>-11,91%</i>	<i>130 453</i>	<i>3,17%</i>	<i>141 000</i>	<i>8,08%</i>	<i>130 000</i>	<i>-7,80%</i>	
<i>Autres impôts et taxes</i>	<i>94 452</i>	<i>89 558</i>	<i>-5,18%</i>	<i>88 788</i>	<i>-0,86%</i>	<i>85 986</i>	<i>-3,16%</i>	<i>87 650</i>	<i>1,94%</i>	<i>88 148</i>	<i>0,57%</i>	
74 Dotations et participations	4 361 417	4 581 669	5,05%	4 515 415	-1,45%	4 361 243	-3,41%	4 010 966	-8,03%	4 125 499	2,86%	
75 Autres produits de gestion courantes	418 398	409 670	-2,09%	404 276	-1,32%	388 498	-3,90%	422 355	8,71%	443 530	5,01%	
77 Produits exceptionnelles (Hors cession)	31 819	3 816	-88,01%	108 225	2736,19%	16 686	-84,58%	11 000	-34,08%	8 500	-22,73%	

a) **Le produit des trois taxes locales**

Nous n'avons pas à ce jour la notification des bases fiscales. Nos prévisions s'élèvent à 5.210 802 €, sans modification des taux et avec une revalorisation des bases de 1 % soit (+0,4% inflation prévue en 2016) inscrite dans la Loi de Finances pour 2017 et +0,6% de variation des bases en prévision des évolutions physiques : constructions nouvelles et pour le foncier bâti des bases en fin d'exonération de deux ans, accordée par la commune de Montataire.

Produit des 3 taxes locales

	2 010	2 011	2 012	2 013	2 014	2 015	2016 - Bases			2017-Base prévisionnelles	Variations 2017-Base prévisionnelles/Autoliquidées 2016	
							Prévisionnelles	Notifiées	Autoliquidées			
							BP	1259 COM	CA			
Bases nettes												
Taxe d'habitation	7 533 000	7 888 001	8 322 289	8 460 387	8 613 448	9 167 452	9 350 801	9 265 000	8 833 975	8 922 315	+88 340	+ 1,0%
Taxe Foncière Bâtie	11 594 000	11 931 149	12 103 144	12 202 083	12 431 555	12 650 538	12 750 550	12 792 000	12 802 027	12 930 047	+128 020	+ 1,0%
Taxe Foncière Non Bâtie	47 500	48 713	48 113	51 636	52 801	51 286	52 312	51 700	51 536	52 051	+515	+ 1,0%
Taux votés												
Taxe d'habitation	7,78%	7,86%	7,86%	7,86%	7,86%	7,86%	8,10%	8,10%	8,10%	8,10%	+0	+ 0,0%
Taxe Foncière Bâtie	33,05%	33,38%	33,38%	33,38%	33,38%	33,38%	34,38%	34,38%	34,38%	34,38%	+0	+ 0,0%
Taxe Foncière Non Bâtie	78,94%	79,73%	79,73%	79,73%	79,73%	79,73%	82,12%	82,12%	82,12%	82,12%	+0	+ 0,0%
Produits												
Taxe d'habitation	586 067	619 997	654 132	664 986	677 017	720 562	757 414	750 464	715 552	722 707	+7 155	+ 1,0%
Taxe Foncière Bâtie	3 831 817	3 982 618	4 040 030	4 073 055	4 149 653	4 222 750	4 383 639	4 397 889	4 401 336	4 445 350	+44 014	+ 1,0%
Taxe Foncière Non Bâtie	37 497	38 839	38 360	41 169	42 098	40 890	42 959	42 457	42 322	42 745	+423	+ 1,0%
TOTAL 3taxes	4 455 381	4 641 454	4 732 522	4 779 210	4 868 768	4 984 202	5 184 012	5 190 810	5 159 210	5 210 802	+51 592	+ 1,0%

1,31

4,18

1,96

0,99

1,87

2,37

3,51

1,00

- b) **Le Fonds de Péréquation Intercommunal et Communal** reste gelé en 2017 et la commune devrait percevoir la même somme qu'en 2016 soit 205 345 €. Cette somme selon les prévisions du cabinet Calia ayant réalisé les études de fusion sur l'ACSO est **susceptible** de subir une baisse, non répercutée à ce jour dans le budget.
- c) **L'attribution de Compensation** reversée par la Communauté d'Agglomération Creilloise s'élève à 11.487.647 € conformément à la décision de la Commission d'Evaluation des Charges Transférées qui a statué fin 2011.

Elle a remplacé l'ancienne taxe professionnelle, transférée à la C.AC. (rebaptisée « Cotisation Economique Territoriale»). Elle est figée depuis. Elle représente près de 51% du budget de fonctionnement.

Pour mémoire, elle peut être réévaluée à la hausse ou à la baisse à chaque nouveau transfert de charges ou dans le cas où une diminution des bases réduit le produit disponible.

d) Les Dotations de l'Etat

1) Les Allocations compensatrices

Les allocations compensatrices sont des dotations versées par l'Etat, en contrepartie des décisions d'exonérations décidées par lui au fur et à mesure des lois de finances successives ; elles jouent le rôle de variables d'ajustement et n'ont cessé de diminuer chaque année.

Elles ne nous ont pas encore été notifiées ; elles sont estimées à 286 735 €, en baisse prévisionnelle de 3 433 € par rapport au budget 2016 et de - 43 926 € par rapport au réalisé 2016.

		2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016		2017
NATURE	LIBELLES	Réalisé	Réalisé	Réalisé	Réalisé	Réalisé	Réalisé	Réalisé	Réalisé	Prévision	Réalisé	Prévision
74831	Fonds de Compensation pertes de produit Arcelor	1 534 017	1 022 678									
74832	FDCTP répartition (écrêtement Sollac)	13 301	2 520		1 260							
74833	Compensation DCTP salaires	65 882	46 671	42 442								
		-19,39%	-29,16%	-9,06%								
74833	Compensation DCTP 16 %	534 648	378 747	344 431								
		-16,67%	-29,16%	-9,06%								
748314	Dotation unique spécifique TP				358 204	299 446	250 564	197 221	130 298	86 000	110 503	34 407
						-16,40%	-16,32%	-21,29%	-33,93%	-34,00%	-15,19%	-68,86%
74833	Compensation TP ZRU	84 595	44 518	35 528	Perçue par la C.A.C							
		5,58%	-47,38%	-20,19%								
74833	Compensation TP REI création d'établissements	5 049	1 723	2 683								
		-92,54%	-65,87%	55,72%	Perçue par la C.A.C							
74833	Compensation Réduction des recettes LF 2003	16 336	13 698	12 808								
		-23,98%	-16,15%	-6,50%								
74834	Subvention exo FB "personnes condition modeste"	23 882	18 193	18 608	24 015	17 815	15 628	13 675	9 025	6 050	6 420	3 010
	dont part perçue précédemment par la C.A.C.	18,03%	-23,82%	2,28%	29,06%	-25,82%	-12,28%	-12,50%	-34,00%	-32,96%	-28,86%	-53,12%
74834	Compensation FB (HLM + ZRU)	178 770	171 140	170 948	204 879	123 212	142 158	113 488	76 818	51 100	96 381	94 905
		-10,76%	-4,27%	-0,11%	19,85%	-39,86%	15,38%	-20,17%	-32,31%	-33,48%	25,47%	-1,53%
74834	Compensation T.F. (non Bâti)	6 589	6 721	6 761	9 636	9 639	9 666	9 343	8 525	8 200	7 737	7 350
		2,08%	2,00%	0,60%	42,52%	0,03%	0,28%	-3,34%	-8,76%	-3,81%	-9,24%	-5,00%
74834	Compensation T.F./Exo longue durée						1 273	1 020	4 616	4 650	5 569	1 734
								-19,87%	352,55%	0,74%	20,65%	-68,86%
74835	Compensation taxe d'habitation "personnes âgées"	60 981	63 101	66 786	109 044	110 809	109 440	114 842	134 168	134 168	104 051	145 329
	dont part perçue précédemment par la C.A.C.	2,03%	3,48%	5,84%	63,27%	1,62%	-1,24%	4,94%	16,83%	0,00%	-22,45%	39,67%
7482	Compensation taxe additionnelle			569	380	437	309	569	223			
7488	Autres attributions et compensations	3 045		6 090	3 045							
Totaux		2 527 095	1 769 710	707 654	710 463	561 358	529 038	450 158	363 673	290 168	330 661	286 735
		-22,25%	-29,97%	-60,01%	0,40%	-20,99%	-5,76%	-14,91%	-19,21%	-20,21%	-9,08%	-13,28%

2) La Dotation Globale de Fonctionnement et la Dotation de Solidarité Urbaine

La ville de Montataire subit une baisse de sa Dotation Globale de Fonctionnement à deux titres :

- de la contribution des collectivités territoriales au redressement des finances publiques : - 214 930 €
- de l'écrêtement : le montant de l'écrêtement estimé passe de 30 202 € en 2016 à 224 966 € en 2017, de part, le nouveau calcul (1% des recettes réelles de fonctionnement, au lieu de 3% de la DGF perçue en n-1)

Quant à la Dotation de Solidarité Urbaine, les nouveaux critères retenus devraient être favorables à la ville, dans la mesure où son revenu par habitant est très inférieur à la moyenne de référence, alors que son Potentiel Financier est très légèrement supérieur à la moyenne.

En effet, le poids du critère du revenu par habitant est augmenté (de 10% à 25%) alors que celui du potentiel financier est réduit (de 45% à 30%).

	2013	2014	2015	2016	2017
DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT	1 628 623	1 467 294	1 006 737	568 282	158 119
DOTATION DE SOLIDARITE URBAINE	1 551 189	1 647 831	1 950 016	2 259 717	2 749 845
	3 179 812	3 115 125	2 956 753	2 827 999	2 907 964
		-2,03%	-5,08%	-4,35%	2,83%

PERTE ANNUELLE		-64 687	-158 372	-128 754	79 965
-----------------------	--	---------	----------	----------	--------

PERTE CUMULEE 2014/2017		-64 687	-223 059	-351 813	-271 848
--------------------------------	--	---------	----------	----------	----------

e) Les autres ressources

Il s'agit des produits des services (crèche et haltes garderies, halte jeux, restaurants scolaires, ateliers...) et du domaine, des subventions et participations diverses ainsi que du produit de diverses taxes (droits de mutation, taxe sur la publicité...).

Elles sont estimées à 2.497 288 €.

1.3 - L'AUTOFINANCEMENT

Le montant de notre autofinancement prévisionnel net, après remboursement de l'annuité de la dette, est estimé à 780 435 € contre 823 640 € en 2016.

Capacité d'autofinancement

	2 007	2 008	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013	2 014	2 015	BP 2016	BP 2017
Produits de fonctionnement courants	20 056 872 -10,3%	20 249 114 + 1,0%	21 385 607 + 5,6%	23 013 120 + 7,6%	25 880 151 + 12,5%	22 168 442 -14,3%	22 532 904 + 1,6%	23 007 728 + 2,1%	22 513 269 -2,1%	22 405 540 -0,5%	22 595 781 + 0,8%
+ Reprise sur Provisions	400 000	0	0	500 000	0	0	2 400 000	600 000	600 000	0	0
+ FNPTP perte de produit TP	2 045 356	1 534 017	1 022 678	0	0	0	0	0	0	0	0
Total produits	22 502 228	21 783 131	22 408 285	23 513 120	25 880 151	22 168 442	24 932 904	23 607 728	23 113 269	22 405 540	22 595 781
- Charges de gestion courantes	17 966 281 + 1,7%	18 398 109 + 2,4%	19 020 836 + 3,4%	18 868 224 -0,8%	20 843 514 + 10,5%	19 857 204 -4,7%	20 083 111 + 1,1%	20 783 951 + 3,5%	20 482 035 -1,5%	21 276 900 + 3,9%	21 389 146 + 0,5%
- Provisions pour risques (perte de produit TP)	534 000	34 000	500 000	365 000	4 300 000	0	0	0	0	0	0
= Excédent brut fonctionnement	4 001 947	3 351 022	2 887 448	4 279 896	736 637	2 311 238	4 849 793	2 823 777	2 631 234	1 128 640	1 206 635
- Annuité de la dette	1 807 892,77	1 487 258	1 332 750	1 253 262	734 476	394 924	380 740	373 800	269 690	305 000	426 200
= Capacité autofinancement nette ou Besoin de financement de l'annuité	2 194 054 0	1 863 764 0	1 554 698 0	3 026 634 0	2 161 0	1 916 315 0	4 469 053 0	2 449 977 0	2 361 544 0	823 640 0	780 435 0
	148 698	329 747	532 020	3 026 634	2 161	1 916 315	4 469 053	2 449 977	2 361 544	823 640	780 435

II – SECTION d'INVESTISSEMENT

1.1 – LES DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT *(hors capital de la dette)*

Elles s'élèvent à 5 910 735 €

Elles se répartissent comme indiqué ci-dessous :

- a) Les opérations nouvelles d'investissement pour un montant de 4.493 620 €
- b) Les travaux de Maintenance du Patrimoine pour un montant de 890 000 €
- c) Les Acquisitions de Matériel et de Mobilier pour un montant de 476 945 €
- d) Les Acquisitions foncières pour un montant de 11 400 €
- e) Subventions d'équipement pour la somme globale de 34 630 € concernant respectivement la participation de la ville aux travaux d'accessibilité dans les transports réalisés par la C.A.C. 2^{ème} tranche, ainsi que notre participation aux études Gare Cœur d'Agglo et sur le Commerce réalisées par la C.A.C.
- f) Remboursement de taxes d'urbanisme suite à un dégrèvement pour un montant de 4 140 €

1.2 – LES RECETTES REELLES d'INVESTISSEMENT + autofinancement net

Elles s'élèvent à 5 910 735 € et se répartissent comme suit :

- a) 1.408 600 € de subventions diverses (Etat, région, département...),
- b) 705 000 € de Fonds de Compensation de la T.V.A., amendes de police, taxe d'aménagement et autres participations
- c) 101 700 € Cessions d'immobilisations (vente du patrimoine)
- d) 780 435 € d'autofinancement net
- e) 2 915 000 € d'emprunt